

Stop aux violences policières !

« On va vous laver » : c'est ainsi que, le mercredi 26 février 2025, un jeune de 19 ans et son ami sortis du domicile du premier pour aller acheter à manger dans son quartier (cité Karl Marx de Bobigny) sont interpellés et menacés par deux agents de police prétextant un contrôle. Coups dans les jambes, attouchements des parties intimes, propos haineux, c'est autant de violences gratuites que ces deux jeunes subissent durant près d'une vingtaine de minutes. C'est l'intervention de deux élu·es ayant assisté à la scène de loin, le député Aly Diouara et de Betty Saint-Ubert, adjointe à la Mairie de La Courneuve, qui interrompt cette scène malheureusement d'une grande banalité.

Les deux agents dont le numéro d'identification n'est pas visible et qui ont illégalement fouillé les téléphones des deux jeunes menacent de faire usage d'un taser quand Aly Diouara sort sa carte de député. Il vont même finir par placer Betty Saint-Ubert en garde-à-vue, après qu'elle ait à son tour fait part de son opposition à ces pratiques à la fois discriminantes et hors du champ de la loi. Ces pratiques racistes d'abord envers les deux jeunes puis envers des élu·es en disent long sur le mépris d'une police toute-puissance envers toute forme de tentative de contrôle exercée sur son action.

Le préfet de Paris a rapidement affiché son soutien sur les réseaux sociaux aux deux agents et n'a eu aucun mot ni pour les deux jeunes, ni pour les élu·es, montrant son peu de considération pour la justice, le respect du droit et même le respect des prérogatives d'élu·es. Nous ne sommes nullement surpris·es : les policiers qui tuent ou blessent en ayant recours à la force ne sont presque jamais traduits en justice.

À quand la fin de la toute-puissance d'une police qui pratique des contrôles racistes et violents en toute impunité ? La Seine-Saint-Denis n'est pas un département de non-droit et ses travailleur·ses et habitant·es méritent autant que les autres le respect et la protection.

Nous gardons en mémoire les arrestations et contrôles systématiques racistes qui ont lieu sur notre département ces dernières années et parmi eux, ceux qui ont pris la vie : la mort de Jean-Paul à Sevran le 26 mars 2022, abattu par un policier suite à un refus d'obtempérer ; celle d'un homme tué le 5 janvier 2024 à Montfermeil, à l'occasion d'une interpellation au cours de laquelle il a reçu douze coups de taser ; celle de Wanys le 13 mars 2024 à Aubervilliers ; celles parmi tant d'autres de Zied et de Bouna.

Il est inacceptable que la police contrôle systématiquement les personnes non-blanches et/ou de quartiers populaires, intimide, blesse ou tue, dans un racisme routinier et glaçant.

Nous poursuivons le combat contre les violences policières et le racisme systémique et refusons que ces pratiques soient notre quotidien.

Nous apportons notre soutien aux quatre personnes qui ont subi mépris et violence ce 26 février 2025.